



Communiqué de presse CS/2686

Conseil de sécurité
4974^e séance – matin

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT AUX AFFAIRES POLITIQUES REGRETTE, DEVANT LE CONSEIL, QUE LE PROCESSUS DE PAIX AU MOYEN-ORIENT SOIT AU POINT MORT

Dans le cadre de ses réunions mensuelles d'information sur la situation au Moyen-Orient, le Conseil de sécurité a entendu ce matin une présentation du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, Kieran Prendergast qui a de nouveau exhorté les deux parties, Israël et l'Autorité palestinienne, à prendre immédiatement des mesures pour appliquer la Feuille de route du Quatuor. Rappelant que le Quatuor s'est réuni le 4 mai dernier à New York afin d'insuffler un nouvel élan à la Feuille de route, M. Prendergast a regretté que le processus politique en soit toujours au « point mort ». Comme le soulignait la résolution 1544 (2004), adoptée mercredi par le Conseil de sécurité, le Gouvernement israélien doit assurer la protection de ses citoyens dans les limites du droit international, a rappelé M. Prendergast. Il a également insisté sur l'importance pour les deux parties de mettre en œuvre immédiatement leurs obligations au titre de la Feuille de route.

Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires politiques, Kieran Prendergast, évoquant l'adoption, mercredi dernier, de la résolution 1544 (2004) par le Conseil de sécurité, a souligné que le Gouvernement d'Israël doit, en assurant la protection de ses citoyens, respecter le droit international. Il a également exhorté les deux parties, Israël et l'Autorité palestinienne, de mettre en œuvre immédiatement leurs obligations au titre de la Feuille de route. Les faits sont sinistres, a-t-il dit, avant de rappeler qu'au cours du dernier mois, 128 Palestiniens et 19 Israéliens avaient été tués, et des centaines de maisons détruites par les forces israéliennes. Sur le plan politique, le « point mort » persiste. En dépit des appels répétés de la communauté internationale, en particulier du Quatuor, réuni le 4 mai dernier au Siège des Nations Unies, la Feuille de route n'est toujours pas mise en œuvre, a regretté M. Prendergast.

Citant le communiqué final du Quatuor, publié le 4 mai dernier à New York, M. Prendergast a souhaité que les parties prennent les mesures immédiates requises par la communauté internationale dans la Feuille de route. Il a considéré que le retrait d'Israël de Gaza devrait être total et être répliqué ensuite en Cisjordanie. Le Quatuor a plaidé pour une Autorité palestinienne dotée de structures réformées, avec un gouvernement engagé dans la lutte contre le terrorisme et la réforme de l'infrastructure de sécurité sous la conduite du Premier Ministre. Le Quatuor a souhaité que la partie israélienne cesse les exécutions extrajudiciaires, démantèle les colonies de peuplement et interrompe la construction de la barrière de sécurité, a poursuivi le Secrétaire général adjoint. Concernant le plan de retrait unilatéral de Gaza proposé par le Premier Ministre Sharon, il a regretté le vote négatif du Likoud sur cette proposition en dépit d'une large adhésion de l'opinion publique israélienne. Ce rejet a paralysé les efforts en cours.

Cette initiative de retrait doit s'inscrire dans le cadre de la Feuille de route définie par le Quatuor au nom de la communauté internationale, a de nouveau insisté le Secrétaire général adjoint, avant de considérer que l'Autorité palestinienne serait quant à elle jugée à l'aune des réformes qu'elle serait prête à engager, en particulier en matière de sécurité. Le Quatuor attend de l'Autorité palestinienne qu'elle soit un partenaire sérieux et réformé, a-t-il insisté, avant de déplorer les attaques palestiniennes contre des civils israéliens qui entraînent des représailles disproportionnées de l'armée israélienne sur les populations civiles

palestiniennes. Il a mentionné, entre autres, l'attaque perpétrée le 2 mai par un militant palestinien qui a tué une femme israélienne enceinte et ses quatre enfants dans la bande de Gaza, suivie de la destruction de 12 maisons par les Forces de défense israéliennes (FDI) à Khan Younès, ou encore la mort de six soldats israéliens -tombés dans une embuscade à Az-Zaytoun lors d'affrontements au cours desquels 13 Palestiniens ont été tués et une centaine d'autres blessés- dont les corps ont été déplacés et mutilés par des militants du Jihad et du Hamas, entraînant de nouvelles représailles par les forces israéliennes.

Trois jours après, a expliqué M. Prendergast, au moment même où l'Égypte avait réussi à négocier la restitution des corps des soldats israéliens et la fin du siège, la violence s'est poursuivie. Israël a expliqué qu'il s'agissait d'arrêter le flux d'armes à Gaza. Selon l'UNRWA, plus de 18 000 personnes ont perdu leur maison depuis la résurgence de la violence en septembre 2000. L'UNRWA a estimé que la reconstruction coûtera quelque 32 millions de dollars. Le Secrétaire général adjoint a jugé particulièrement préoccupant le fait qu'Israël ait tiré dans une foule de manifestants, le 19 mai dernier. Au moins huit Palestiniens ont trouvé la mort dont des enfants, a-t-il indiqué en jugeant que rien ne saurait justifier des tirs d'armes lourdes près d'une foule de civils.

Pendant la période à l'étude, Israël a poursuivi sa politique d'exécutions extrajudiciaires, a ajouté le Secrétaire général adjoint en donnant des exemples. Dans de telles conditions, il n'est pas étonnant que l'économie palestinienne continue de se détériorer. La situation financière de l'Autorité palestinienne demeure critique. Pour ce mois, le déficit budgétaire s'élève à trois millions de dollars, soit presque 50% de plus que le taux qui prévalait avant la crise. La seule nouvelle positive est l'annonce faite par la Banque mondiale, en avril dernier, de créer un fonds d'affectation spéciale pour financer le budget et la réforme. La Norvège a déjà versé deux millions de dollars, a encore indiqué le Secrétaire général adjoint.

Dans le contexte d'une telle destruction et d'une violence, le Secrétaire général adjoint a mis l'accent sur plusieurs points. Il a ainsi estimé que l'idée d'un retrait d'Israël de la bande de Gaza semble plus que jamais se matérialiser. Il a aussi souligné le consensus international sur le fait que le retrait israélien devrait être mené de façon à mettre fin à l'occupation et donner un nouveau souffle au processus de paix. Dans ce cadre, Israël, l'Autorité palestinienne, les acteurs régionaux, le Quatuor et le Conseil de sécurité doivent assumer leurs responsabilités. Le Secrétaire général adjoint a prévenu que si Israël se retire de Gaza tout en gardant le contrôle de la frontière et qu'une Autorité palestinienne faible n'arrive pas à maintenir la loi et l'ordre, le monde devra s'attendre une catastrophe humanitaire qui pourrait mener à la terreur et au chaos.

Le Secrétaire général adjoint a ensuite évoqué la « fragilité de la situation » le long de la Ligne bleue dans le Sud-Liban. Faisant part des échanges de tirs entre les forces israéliennes et le Hezbollah, en particulier le 5 mai dernier, M. Prendergast a lancé un appel urgent aux Gouvernements libanais et israélien pour qu'ils respectent leurs intentions déclarées de faire régner le calme le long de la Ligne bleue par des mesures concrètes. Tous les ingrédients de la paix sont là, a souligné le Secrétaire général adjoint en arguant que ce qu'il faut c'est que les parties montrent la volonté d'avancer. En la matière, il a jugé qu'un accord de paix entre la Syrie, le Liban et Israël améliorerait radicalement l'atmosphère dans la région.

Le Secrétaire général adjoint a conclu en soulignant la validité la Feuille de route. Elle n'est pas nouvelle mais elle sera viable dès que les autorités des deux parties auront le courage de commencer à la mettre en œuvre de bonne foi et avec détermination. Comme toujours, a-t-il estimé, c'est une question de volonté politique.

* * * * *